



AVIS DE DEMANDE DE COTATION 22 MAI 2026
N° 00001 /DC/MINEPDED/CIPM/2026 DU
**POUR LA REHABILITATION DES INSTALLATIONS DES BUREAUX DU MINEPDED
DE L'IMMEUBLE MINISTERIEL N°2**
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC, EXERCICE 2026.
IMPUTATION BUDGETAIRE : 60 28 304 1 33000003 0133 524418

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public, le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable lance une consultation pour la réhabilitation des installations des bureaux du MINEPDED de l'immeuble ministériel n°2.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment l'acquisition des équipements de travaux d'électricité, des équipements de travaux de plomberie, des équipements de travaux de menuiserie, du matériel d'entretien, des équipements de téléphonie, des équipements de sécurité incendie, Etc.

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte à toutes les entreprises installées au Cameroun et remplissant les conditions d'accès à la commande publique, conformément à la réglementation en vigueur.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financés par le Budget d'Investissement Public, de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire 60 28 304 1 33000003 0133 524418.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est la soumission en ligne.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de demande de cotation physique peut être consulté gratuitement aux jours et heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis au Journal des marchés de l'ARMP ou dans le quotidien national Cameroon Tribune et sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier de demande de cotation peut être obtenue au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, porte 704 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DCO de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

8. Coût prévisionnel

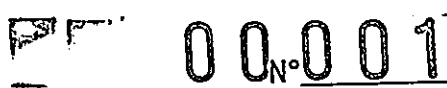
Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt millions (20 000 000) francs CFA toutes taxes comprises.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC), acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à deux cent mille (200 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais et devra porter la mention :

 00001 AVIS DE DEMANDE DE COTATION 22 MAI 2026
/DC/MINEPDED/CIPM/2026 DU
POUR LA REHABILITATION DES INSTALLATIONS DES BUREAUX DU
MINEPDED DE L'IMMEUBLE MINISTERIEL N°2
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 15 JUIL 2026 à 14 Heures précises. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

En outre, le candidat devra déposer dans les services du Maître d'Ouvrage sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, porte 704 : les originaux de cautionnement de soumission et du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC), et aussi la preuve d'avoir effectivement soumis son offre dans l'application COLEPS.

- Nb Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera, en une seule étape, le 05 JUIL 2026 à 15 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés siégeant à l'occasion, dans la salle de conférence de la Brigade des Inspections Environnementales sis à la montée Ane Rouge

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Demande de Cotation.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce administrative lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans la Demande de Cotation relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques et à la qualification des soumissionnaires.

La Commission interne de passation des marchés procédera à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres dans l'ordre suivant :

- examen de la conformité des pièces administratives ;
- examen de la conformité des offres du point de vue des délais et des spécifications techniques ;
- vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;
- élaboration d'un tableau récapitulatif des offres.

La Commission interne de passation des marchés fera ensuite usage des critères éliminatoires et essentiels ci-après :

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission;
- b. de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC);
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. du non-respect de 4/6 critères essentiels;
- e. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f. non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- g. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- h. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

- i. de la non-conformité du modèle de soumission ;
- j. de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- k. de la non-conformité du mode de soumission ;
- l. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- m. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, personnel technique);
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- le délai d'exécution.

14- Délai prévisionnel d'exécution et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de 60 jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Le lieu de livraison est la Sous-Direction des Archives.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations-pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrées au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MINEPDED

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA
PROTECTION DE LA NATURE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE
(Autorité contractante)

Copies :

- MINMAP,
- ARMP,
- MINEPDED ;
- Président CIPM,
- Affichage chrono.



LE PIERRE



REQUEST FOR QUOTATION NOTICE

No. 00001 /DC/MINEPDED/CIPM/2026 OF 22 MAI 2026
FOR THE RENOVATION OF MINEPDED OFFICE FACILITIES

WITHIN MINISTERIAL BUILDING NO. 2

FUNDING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2026 FINANCIAL YEAR.
BUDGET HEAD: 60 28 304 1 33000003 0133 524418

1. Subject of the request for quotation

As part of the execution of the public investment budget, the Minister of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development hereby launches a consultancy for the renovation of MINEPDED office facilities within Ministerial Building No. 2.

2. Nature of services

The services include, in particular, the acquisition of electrical equipment, plumbing equipment, carpentry equipment, maintenance equipment, telephony equipment, fire safety equipment, etc.

3. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation Notice is open to the various consulting firms established in Cameroon and meeting the requirements for access to public contracts, in compliance with the regulations in force.

4. Funding

The supply concerned in this Request for Quotation Notice will be financed by MINEPDED Public Investment Budget, 2026 financial year, under the budget head: 60 28 304 1 33000003 0133 524418.

5. Submission method

The method of submission selected for this Request for Quotation Notice is online submission

6. Consultation of quotation file

The hard copy of the request for quotation file may be consulted free of charge during working days and hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located at the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this request for quotation is published in the ARMP log book or in the daily newspaper Cameroon Tribune and on COLEPS platform via the following links <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

7. Acquisition of quotation file

The hard copy of the file may be obtained from the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located at the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this request for quotation is published, upon payment of a non-refundable amount of twenty-five thousand (25,000) CFA francs, representing purchase fees of the request for quotation, payable into the Public Treasury.

It is also possible to obtain the soft copy of the request for quotation by free download from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available from addresses indicated above.

8. Estimated cost


The estimated cost of this service all taxes included following preliminary studies shall be twenty million (20,000,000) CFA francs.

9. Bid bond

Each bidder must enclose with their administrative documents a hand endorsed bid bond accompanied by the receipt for the deposit issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC), paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender file, whose amount is two hundred thousand (200,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultancy concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a bidder at the bid opening session shall not be accepted. A bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be inadmissible

10. Submission of Tenders

Each file, drafted in English or French and marked as such, shall bear the following inscription

 000001 REQUEST FOR QUOTATION NOTICE
No. 00001 /DC/MINEPDED/CIPM/2026 OF 22 MAI 2026
FOR THE RENOVATION OF MINEPDED OFFICE FACILITIES
WITHIN MINISTERIAL BUILDING NO. 2
"To be opened only during the tender evaluation session"

A bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 15 JUL 2026 at 2.00 pm prompt. A back-up copy of the tender saved in a USB key must be sent in a sealed envelope with clear and legible indication and marked "back-up copy", in addition to the above-mentioned indication, within the deadline set.

In addition, the bidder must submit the following to the Project Owner's offices located at the Ministerial Building No. 2, 7th floor, room 704: the original tender bond and the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), as well as proof that the tender has been successfully submitted via the COLEPS application.

N.B: File size and format

The maximum sizes of the documents that will be uploaded on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be sent.

11. Opening of bids

The bids shall be opened in a single phase and shall take place on 15 JUL 2026, at 3.00pm., by the Internal Committee Tenders Board sitting on this occasion, in the conference room of the Environmental Inspections Brigade located at *montée Ane Rouge*. Only bidders may attend this opening session or be duly represented therein by an authorized person of their choice, even in case of a group of enterprises.

On pain of being rejected, the required administrative documents should be produced in originals or in certified true copies by the issuing services or a competent administrative authority, in compliance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. These documents must be less than three (3) months old or they must be issued after the date of signature of the Invitation to tender. In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

12. Admissibility of Bids

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the document templates set out in the Tender Documents, shall result in the outright rejection of the bid without any right of appeal. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultancy concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a bidder at the bid opening session shall not be accepted. A bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be inadmissible.

13. Evaluation criteria

There are two types of evaluation criteria, namely: the eliminatory criteria and essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential.

The purpose of these criteria is to identify and reject tenders that are incomplete or do not substantially comply with the requirements set out in the Request for Quotation, relating in particular to the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical tender with the technical specifications, and the qualification of bidders.

The Internal Tenders' Board shall review compliance and compare offers in the following order:

- compliance review of administrative documents;
- compliance review of offers based on deadlines and technical specifications;
- verification of arithmetic operations, using unit prices in words where necessary to make the necessary corrections;
- preparation of a summary table of offers.

The Internal Committee Tenders Board will then apply the following eliminatory and essential criteria:

13.1-Eliminatory criteria

These include:

- a. failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids are opened (except the bid bond);
- b. absence of a stamped tender bond accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC);
- c. false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Failure to meet more than 5 essential criteria;
- e. absence of a declaration on honour that no work has been abandoned during the last three (3) years;
- f. Failure to comply with the file format for online tenders;
- g. failure to comply with the key technical specifications of the supply (to be listed);
- h. absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- i. absence of an element of the financial bid (tender, PBU, DQE)

- j. failure to comply with bid submission method;
- k. absence of the manufacturer's brand and technical data sheets;
- l. failure to comply with the submission method;
- m. absence of a dated and signed integrity charter;
- n. absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;

13.2-Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will relate, by way of indication, to:

- presentation of bid;
- The bidder's references;
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);
- financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, proof of financial solvency);
- logistical resources;
- the methodology;
- execution deadline

14. Estimated delivery date and location

The maximum period provided for by the Contracting Authority for the delivery of the equipment covered by this Invitation to tender shall be sixty (60) calendar days from the date of notification of the service order to start works. This period shall commence on the date of notification of the service order to commence services.

The place of delivery is the Sub-Department of Documentation and Archives.

15. Contract award

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed as the lowest, taking into account any discounts offered where applicable.

16- Estimated delivery date and location

Bidders will remain committed to their bids for a period of ninety (90) days from the deadline set for the submission of bids.

17-Complementary information

Complementary information is available, during working hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, or online on the COLEPS platform at the following. <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18- Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, attempted bribery or instances of malpractice, please call CONAC on 1517, or the Public Authority in charge of public contracts (MINMAP) by text message or phone call on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and MINEPDED's Anti-Corruption Unit.

Copies to:

- MINMAP
- ARMP
- MINEPDED
- CSPM Chairperson
- Posting chrono.

MINISTER OF ENVIRONMENT, PROTECTION OF NATURE
AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT
(Contracting Authority)



LELE Pierre